



Institute for Security Studies

SITUATION REPORT

LE SCRUTIN ELECTORAL DE 2011 EN RDC ET AU-DELA

En novembre 2011, la République Démocratique du Congo (RDC) tint ses deuxièmes élections présidentielles et de l'Assemblée Nationale depuis la fin de la guerre. Ce scrutin caractérisé par d'importants défis, était également parsemé d'allégations de fraude électorale et de mauvaise gestion. Le climat électoral reflétait lui-même une insécurité persistante dans certaines parties du pays, une adversité socio-économique omniprésente et des dynamiques de radicalisation. Ces dynamiques en appelaient à toutes les partis prenantes, internes et externes, à observer la tolérance politique, respecter le code électoral et s'abstenir de tout usage de la violence.

De même que la période pré-électorale, le scrutin n'était pas exempt de retards logistiques et d'irrégularités électorales. Le résultat de l'élection présidentielle ne fut officiellement annoncé que le 9 décembre 2011, tandis que celui des élections de l'Assemblée Nationale fut proclamé le 1er février 2012. La proclamation des résultats des présidentielles fut accueillie par des manifestations, une pétition et des rapports d'observateurs faisant état de graves irrégularités. Le 16 décembre 2011, la cour suprême rejeta une pétition soumise par l'opposition, contestant les résultats des élections présidentielles, validant ainsi les résultats annoncés. Le président Joseph Kabila fut donc investi dans ses fonctions le 20 décembre 2011 pour servir son deuxième mandat, en plus du mandat intérimaire qu'il avait servi depuis 2001.

La controverse autour des résultats des élections présidentielles éclipsa pratiquement les résultats des élections de l'Assemblée Nationale, et lorsque ces derniers furent enfin annoncés, ils indiquaient une large victoire de la coalition des partis qui soutenaient Kabila. Bien qu'initialement unis dans leur contestation des résultats des élections présidentielles, tous les partis de l'opposition à l'exception de trois d'entre eux, finirent par rejoindre leurs sièges dans l'Assemblée Nationale. Dans un processus mené par Charles Mwando Simba visant à identifier la majorité parlementaire, certains membres de l'opposition exprimèrent le besoin d'instituer un dialogue entre le gouvernement et l'opposition afin de résoudre ce qu'ils décrivaient comme une crise politique de légitimité. Le 18 avril 2012 Kabila nomma l'ancien ministre des finances Augustin Matata Ponyo au poste de premier ministre. La formation du nouveau gouvernement vit une réduction des postes ministériels de 46 à 36 avec deux vices-premiers ministres, 25 ministres et huit vices ministres, et la nomination de politiciens peu proéminents.

Le nouveau gouvernement de Kabila et son changement de politique militaire à l'Est pourraient être le résultat de tentatives de consolidation de pouvoir. La croissance de l'insécurité au Nord et au Sud du Kivu suite à l'arrestation de Bosco Ntaganda par Kabila et les mutineries qui s'en sont suivies au sein de l'armée, ont

exacerbé la crise humanitaire dans la région. Au milieu de cette controverse et des changements de stratégies géopolitiques, la RDC doit maintenant faire face aux difficultés postélectorales dont les origines remontent à bien avant les élections, mais qui sont désormais accentuées par des dynamiques résultant de la tenue et des résultats des élections de 2011.

Ce rapport de situation vise à fournir une analyse des élections de 2011 en RDC et à offrir un cadre contextuel aux principales parties prenantes internes et externes pour un engagement continu dont le but ultime est d'améliorer les perspectives post-électorales de la RDC. Le rapport est divisé en trois sections : la première section offre une analyse détaillée du contexte pré-électoral, en mettant l'accent sur les préparatifs électoraux et les défis pré-électoraux ; la seconde partie traite du processus électoral lui-même, de l'observation et des résultats des élections ; et enfin, la troisième partie se focalise sur les perspectives post-électorales au-delà du scrutin de 2011. Ce rapport est en parti fondé sur le travail de terrain effectué à Bukavu, Goma et Kinshasa en mars et octobre 2011. Les résultats primaires de ces recherches sont corroborés par une analyse extensive des rapports électoraux et des média.

LE CONTEXTE PRE-ELECTORAL

Les élections de 2011 en RDC ont eu lieu au milieu d'un nombre d'obstacles qui ont affecté le processus dans son ensemble. L'analyse des contextes politique, social et économique dans lesquels ces élections ont eu lieu est primordiale à une meilleure compréhension de ses résultats et à l'identification d'indicateurs de perspectives postélectorales pour la RDC.

Dynamiques politiques

Les aspects clé du paysage politique de l'après-guerre en RDC incluent un gouvernement centralisé perdurant, une opposition fragmentée et des alliances régionales changeantes. Bien que l'Article 2 de la Constitution de 2005, adoptée par référendum promouvait des réformes de décentralisation pour déléguer les pouvoirs politiques et financiers aux provinces, le gouvernement n'a pas réalisé d'avancées significatives dans ce domaine ; bien au contraire, Kabila a maintenu Kinshasa comme siège du pouvoir politique et financier en RDC.¹ La décentralisation a bien entendu sa part de défis, mais l'impact d'un système excessivement centralisé dans un pays de la taille de la RDC est en parti évidente à travers le développement inégal de l'infrastructure et de l'économie du pays, la croissance inhibée de la politique locale, et l'inadéquation de la sécurité existante, qui donnent lieu à de larges poches d'insécurité. La politique s'est essentiellement axée sur la nomination de leaders nationaux, en négligeant quelque peu l'élection

des leaders provinciaux et locaux qui pourraient en fait influencer le discours politique de sorte à refléter les réalités locales, cruciales au développement national surtout dans un pays aussi vaste que la RDC sur le plan géographique.²

Par exemple, l'élection des leaders locaux lors du scrutin de 2006 n'a jamais eu lieu et nul ne sait quand ou si elle aura lieu lors des prochains scrutins. L'autre élément clé concerne l'opposition politique, qui jusqu'à ce jour a manqué de consistance dans son rôle de frein et de contrepoids vis-à-vis des gouvernements passés. Cela peut être attribué à des facteurs tels que la répression politique historique, les hégémonies établies, la représentation non-équitable au sein des structures de gouvernance

La décentralisation a bien entendu sa part de défis

et les questions de capacité qui y sont liées. Lors des élections de 2011, ces inégalités ont été exemplifiées par les tentatives de questionnement infructueuses de la crédibilité des préparatifs électoraux et ensuite les résultats des scrutins par l'opposition. Le changement d'alliances régionales a lui commencé pendant la période de transition, au cours de laquelle le gouvernement congolais était parvenu à négocier le retrait des armées régionales hostiles, de son territoire, notamment celles du Rwanda, de l'Ouganda et du Burundi. L'insécurité a persisté du fait de la présence continue de groupes armés clandestins régionaux issus de ces pays, et qui ont été cités comme raison par les armées régionales pour justifier leur présence en RDC. Les stratégies d'élimination de ces groupes nécessitaient des efforts conjoints entre la RDC et les armées régionales respectives.

Le réchauffement conséquent des rapports entre la RDC et le Rwanda a également été d'une importance significative, ayant selon les dires, contribué à un certain degré d'aliénation du gouvernement congolais vis-à-vis de ses citoyens et partisans, plus particulièrement ceux de l'Est du pays. Kabila semble avoir adopté une approche de gouvernance plus conciliante que celle de ses prédécesseurs, surtout en ce qui concerne les dynamiques régionales. L'un des rapprochements contentieux à cet égard est celui avec le Rwanda. Au vue de l'insécurité pausée par les groupes armés clandestins, il prit des engagements bilatéraux avec le Rwanda, et les effets du réchauffement de ces rapports continuent d'être débattus à ce jour.³ Kabila s'est fait des ennemis à cause de ses liens avec le Rwanda, et ceux-ci ont eu un impact négatif sur sa base de soutien, surtout à l'Est du pays, là

où le rôle du Rwanda dans les conflits passés continue d'évoquer de mauvais souvenirs.⁴ Les origines de la tension qui existe entre la RDC et le Rwanda remontent au déplacement colonial et actuel des populations du Rwanda vers la RDC. Que ce soit pour des raisons de subsistance ou pour échapper aux conflits tels que le génocide de 1994, les populations du Rwanda ont émigré en RDC et occupent selon les dires des terres de premier choix. Cette compétition pour les ressources naturelles telles que les terres et les minéraux est un facteur qui contribue aux tensions existant entre les citoyens des deux pays et elle a souvent été politisée au niveau ethnique. A l'approche des élections, les sentiments anti-ethniques ont été exprimés

Le lien entre la politique et l'économie a servi de facteur aux dynamiques politiques de la RDC

afin de discréditer la candidature de certains candidats issus de différentes communautés, sur des bases ethniques.⁵

Le lien entre la politique et l'économie a servi de facteur aux dynamiques politiques de la RDC. L'abondance de ressources minières et le manque de cohésion dans la réglementation du secteur minier ont placé une immense quantité de ces richesses minières sous le contrôle d'un gouvernement aux pouvoirs exécutifs fortement centralisés. Les demandes de transparence et de réglementation cohésives, ainsi qu'une stratégie compréhensive à long terme visant à exploiter les bénéfices de ces réserves de richesses minérales au profit de l'ensemble de la nation, se font de plus en plus grandissantes.⁶ Le lien entre la politique et l'économie s'est également manifesté à travers le grand nombre de candidats aux élections de l'Assemblée Nationale, 18 500 au total en compétition pour 500 sièges législatifs. Ce nombre disproportionnellement élevé de candidats aux élections de l'Assemblée Nationale peut être en partie attribué au lien entre le leadership politique et les avantages économiques. En effet, les postes parlementaires offrent une rémunération compétitive et, pour les sans scrupules, l'opportunité d'utiliser le pouvoir politique à des fins économiques d'intérêts personnels.⁷ Malgré la compétition serrée des élections de l'Assemblée Nationale, les dynamiques politiques restaient influencées par le scrutin présidentiel de manière prédominante. Bien que les deux scrutins aient eu lieu de manière simultanée, les élections présidentielles étaient celles qui devaient déterminer les véritables détenteurs de pouvoir politique.

Le président en exercice n'ayant plus à faire face à son challenger, et au vu des changements sur la scène politique, les élections présidentielles étaient fortement anticipées. Lors des élections de 2006, Joseph Kabila – qui avait choisi de se présenter en candidat indépendant soutenu par l'Alliance pour la Majorité Présidentielle, formée autour du Parti Populaire pour la Reconstruction et le Développement (PPRD) – fut élu premier président de l'après-guerre avec 58% des suffrages⁸ dans un tour décisif contre son plus grand challenger du moment, Jean Pierre Bemba⁹ du Mouvement pour la Libération du Congo.

Il y avait au total 11 candidats aux élections présidentielles de 2011, mais l'attention était surtout portée sur les trois d'entre eux les plus populaires notamment le président sortant Kabila, Etienne Tshisekedi et Vital Kamerhe. Kabila bénéficiait des avantages d'un président sortant avec notamment le pouvoir de contrôler les institutions telles que le processus électoral, la sécurité et les moyens financiers lui permettant de mener une campagne agressive. Ceci dit, Kabila était également confronté au défi posé par un support décroissant dû à la non-réalisation de promesses électorales telles que la restauration de la sécurité à l'Est du pays et le développement économique dans l'ensemble du pays. Tshisekedi de l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social (UDPS), une figure de l'opposition de longue date, démontra sa capacité à mobiliser ses partisans et à exprimer publiquement les inquiétudes de l'opposition. Le passé politique extensif de Tshisekedi inclut plusieurs mandats dans les gouvernements de Mobutu Sese Seko, parmi lesquels ceux de premier ministre à trois reprises, la formation de l'UDPS comme premier parti officiel de l'opposition et le boycott des élections de 2006. Tshisekedi, l'un des candidats clé du scrutin présidentiel de 2011, était fréquemment l'objet de controverses avec son langage enflammé,¹⁰ le refus de l'UDPS de signer le code de conduite électoral et les marches de protestation hebdomadaires tenues par ses partisans à Kinshasa.

L'autre candidat clé, Vital Kamerhe de l'Union pour la Nation Congolaise, était un ancien allié de Kabila dans le PPRD et avait mené avec succès la campagne du président sortant en 2006, en ralliant l'Est du pays derrière Kabila. Le bagage politique de Kamerhe inclut le fait qu'il a occupé les postes de porte-parole de l'Assemblée Nationale et celui de Ministre de l'Information. Il a démissionné de ce dernier poste en guise de protestation contre les opérations militaires anti-rebelles conjointement menées par la RDC et le Rwanda en 2009, et qui ont vu le déploiement des troupes rwandaises à l'Est de la RDC.¹¹ La décision des partis politiques de l'opposition de présenter leurs propres candidats aux élections présidentielles a été perçue par certains comme une façon de se rendre la tâche difficile, le nombre accru de candidats ayant comme conséquence potentielle la division de l'électorat. Plusieurs personnes

penchaient plutôt pour un ralliement de l'opposition derrière un seul candidat afin d'améliorer leurs chances de victoire contre le président sortant. Cependant, les deux principaux candidats, Tshisekedi et Kamerhe, n'ayant jamais été testés dans un scrutin, il n'y avait aucune garantie que cette stratégie serait particulièrement bénéfique à l'opposition. L'issue du scrutin allait plus vraisemblablement être influencée par l'avantage relatif que le président sortant avait grâce à sa capacité d'influencer l'organisation du scrutin, et le fait qu'il disposait de ressources suffisantes pour s'organiser politiquement, bien au-delà de l'avantage spéculatif lié aux perceptions de popularité. Les avantages dont jouissait Kabila en tant que président sortant et la capacité de radicalisation de Tshisekedi ont effectivement influencé les dynamiques politiques de ces élections.

Les changements significatifs du processus électoral ont commencé avec l'amendement de l'Article 71 de la Constitution en janvier 2011, qui a vu la transformation du système électoral à deux tours en un seul scrutin pluraliste. Bien que le gouvernement ait motivé cette décision en évoquant comme raison majeure les coûts, d'autres ont affirmé que c'était là une façon pour le président sortant de se donner un avantage, surtout face à une opposition divisée avec une multitude de candidats. En principe, ce nouveau système aurait dû fournir à l'opposition l'opportunité de se rallier derrière le candidat le plus populaire au premier tour. Des tentatives d'introduction d'une loi visant à exclure certains candidats sur la base de l'âge, la résidence et des retours d'impôts ont été refoulées après trois mois de débats au parlement, qui choisit d'adopter une loi électorale semblable à celle de 2006.¹² L'adoption de cette loi en juin 2011, à environ cinq mois du scrutin a causé davantage de retards sur les activités liées à la loi électorale telle que l'inscription des candidats. Le 8 septembre, la majorité des partis politiques signèrent le code de conduite électoral de 2011 développé par la Commission Électorale Nationale et Indépendante (CENI).¹³ L'UDPS refusa de signer le code de conduite jusqu'à ce que les demandes qu'elle avait soumises à la CENI et au gouvernement soient exaucées. Ces demandes voulaient entre autres que la CENI facilite un audit des listes électorales et que le gouvernement libère les partisans de l'UDPS détenus pendant les manifestations précédentes. Le fait que l'UDPS ait organisé des manifestations régulières avant les élections a suscité des peurs que dans le feu d'une élection compétitive, lesdites manifestations deviennent violentes. De ce fait, sa signature du code électoral était sensée l'engager à respecter les normes électorales établies.

La responsabilité de l'organisation des élections revenait à la CENI, qui, bien qu'établie en juillet 2010, ne fut installée qu'en mars 2011.¹⁴ Sa composition était sujette à controverses, certains affirmant qu'elle était favorable au parti au pouvoir. Le leadership de la CENI était

constitué de personnes nommées par le parti majoritaire (quatre membres) et des groupes de l'opposition (trois membres) ; cette équipe sélectionna ensuite le président de la commission, le Pasteur Daniel Ngoye Mulunda, en janvier 2011.¹⁵ Le parti majoritaire était composé de partis qui se sont unis pour soutenir le président sortant lors des précédentes élections. Ces accusations de favoritisme étaient davantage appuyées par le fait qu'à l'exception du leadership, la composition de cet organe électoral n'avait pas grandement changé par rapport à son prédécesseur, la Commission Electorale Indépendante.¹⁶ Les autres aspects du travail de la CENI sujets à controverse concernaient des allégations de manque de transparence et le fait de ne pas être suffisamment prête pour les élections. Suite aux allégations d'irrégularités dans les listes électorales, allant des doubles inscriptions aux inscriptions des mineurs et de membres des milices, l'opposition a lancé des manifestations publiques visant à établir la transparence, ce qui a fini par pousser la CENI à accepter de mener une audit des listes électorales.¹⁷ Cet audit qui était sensé être mené avec la participation de cinq membres de l'opposition et cinq autres issus du parti au pouvoir, dérailla lorsque le parti majoritaire refusa de prendre part au processus. L'incapacité des partis politiques à assurer une représentation adéquate pendant l'exercice d'inscription des électeurs provoqua un manque de confiance envers les listes électorales; ils ont d'ailleurs dû faire face au même défi pendant le vote, avec des dizaines de milliers de bureaux de vote situés à travers un immense espace géographique. Même avec la présence de moniteurs et d'observateurs internes et externes additionnels, la nomination de représentants dans chacun des bureaux de vote serait virtuellement impossible, au vue des défis infrastructurels et sécuritaires existants. Malgré cela, la CENI se déclara prête à tenir les élections comme prévu, confiante qu'elle pourrait surmonter les défis auxquels ce processus était confronté.

Les défis électoraux

Parmi les défis directement liés aux élections il y avait ceux des finances et de la logistique. Au vu de l'infrastructure inadéquate du pays, des mauvais réseaux de transport, de l'économie en décroissance et de la prévalence de l'insécurité, les demandes financières et logistiques requises pour l'organisation réussie d'une élection de cette envergure étaient onéreuses.

Les finances

Contrairement aux élections de 2006 qui étaient largement soutenues financièrement par des acteurs externes, la RDC a elle-même financé la plus grande partie du processus électoral de 2011. L'appui extérieur et l'engagement vis-à-vis des élections de 2006 provenaient du fait qu'il s'agissait des premières élections après la guerre. Bien qu'il faille

féliciter la RDC d'avoir pris la responsabilité d'assumer les coûts financiers des élections de 2011, cette décision a en effet eu un impact sur le processus, à cause de la pression accrue sur les ressources financières de l'état dans un contexte de difficultés socio-économiques. Il y eut également des spéculations concernant l'acquisition et l'accès du gouvernement à des financements électoraux, celui-ci ayant selon les dires déclaré que les bonus de signature de nouveaux accords financeraient les élections, ainsi que les revenus des ventes des actifs miniers de l'état.¹⁸ Les coûts estimatifs du cycle électoral de 2011-2013 sont passés de US\$700 millions à US\$1.2 milliards, et le gouvernement de la RDC était sensé couvrir 70% de ces coûts avec un budget national de US\$6 milliards¹⁹. En

La MONUSCO s'était engagée à mettre toute sa flotte aérienne à disposition pour la distribution du matériel électoral

dehors des défis auxquels la CENI était confrontée quant à l'obtention des financements adéquats et la nécessité d'assurer les préparatifs électoraux à temps, les partis politiques et les candidats étaient eux aussi confrontés à des difficultés financières, car devant assumer le financement de leur propre participation au processus électoral. Pendant que les candidats se préparaient pour la campagne, ils ne manquèrent pas d'exprimer leurs inquiétudes quant à leur manque de capacités financières pour pouvoir se mesurer aux autres candidats qui disposaient de plus gros moyens financiers.²⁰ Une inquiétude similaire émergea aussi au niveau des partis, par rapport à leurs capacités financières à assurer par exemple une représentation suffisante des observateurs et moniteurs pendant le processus électoral. Etant donné la taille de la RDC et les implications financières liées à la facilitation d'observateurs et moniteurs à travers l'ensemble du pays, les partis étaient contraints de s'en tenir aux rapports électoraux supplémentaires fournis par les observateurs internes et externes non affiliés aux partis politiques.

La logistique

La géographie et l'infrastructure ont considérablement compliqué l'équation logistique. Avec une superficie de 2.3 millions de km² et une infrastructure de transport limitée, la

CENI, les candidats politiques et les électeurs ont dû faire face à des demandes financières et logistiques énormes. Ces préparatifs logistiques ont subi plusieurs retards. Par exemple au moment du lancement officiel de la campagne électorale, il n'y avait toujours pas de liste définitive dans les 63 000 et plus bureaux de vote, tandis que le matériel électoral était encore en cours de production en Chine (urnes) et en Afrique du Sud (bulletins de vote), se pressant pour ne pas dépasser le délai du 20 novembre fixé pour la distribution. Bien que la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation du Congo (MONUSCO) était sensée aider au niveau de la logistique, les retards dans la réception du matériel électoral ont inévitablement affecté le processus. La MONUSCO s'était engagée à mettre toute sa flotte aérienne à disposition pour la distribution du matériel électoral et avait rajouté 30 autres avions civils à cet effet.²¹ De plus, à cause des réseaux routiers inadéquats et des transports aériens et maritimes limités, les candidats et les officiels étaient confrontés à de sérieuses difficultés lorsqu'il s'agissait d'effectuer des voyages essentiels pendant la période de la campagne et celle du vote. Ces contraintes financières et temporelles rajoutèrent une pression excessive sur ce processus électoral déjà difficile ; les retards encourus constituaient une des caractéristiques majeures des préparatifs des élections de 2011. Bien que les raisons varient selon les retards, il y avait une appréhension persistante à savoir si la CENI serait prête à temps pour tenir les élections comme prévu. Le président de la CENI continua vigoureusement de rassurer toutes les parties prenantes que la CENI serait prête à tenir les élections comme prévu.²²

Les dynamiques sécuritaires

Parmi les dynamiques sécuritaires complexes qui ont continué de poser des défis à la RDC après la guerre il y a la forte prolifération d'armes illégales, une armée intégrée en partie composée d'anciens membres de groupes armés clandestins, des réformes du secteur de la sécurité insuffisantes et une infrastructure inadéquate, qui ont tous un impact négatif sur l'administration de la sécurité. L'impact de ces défis s'est traduit par une insécurité persistante dans certaines parties du pays, surtout là où des groupes clandestins opèrent. Cela a également créé la perception selon laquelle le gouvernement de la RDC serait incapable d'instaurer la sécurité sur son territoire et de protéger ses citoyens. L'insécurité a perpétué l'existence et la formation de groupes armés clandestins qui fleurissent dans cet environnement, ce qui à son tour a affecté l'économie en décourageant l'industrie locale et donc la croissance économique. Dans certaines parties de la RDC, surtout à l'Est, la sécurité demeure furtive à cause de la présence de ces groupes aussi bien locaux qu'étrangers.²³ Cette situation d'insécurité encourage des

activités économiques illégales ou non-réglées, qui ne profitent pas aux citoyens congolais.

Parmi les groupes armés locaux il y a la Force Patriotique pour la Libération du Congo, Mai Mai Sheka, Mai Mai Yakutumba, et l'Armée de Résistance Populaire, entre autres. Tandis que les principaux groupes armés étrangers sont les Forces Démocratiques Unies et l'Armée de Résistance du Seigneur, tous les deux d'origine ougandaise ; les Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda (FDLR) et l'Alliance pour l'Unité et la Démocratie, tous les deux d'origine rwandaise ; et les Forces Nationales de Libération du Burundi. Bien des opérations conjointement menées par l'armée congolaise (FARDC) et la MONUSCO ont permis d'intégrer les anciens groupes armés et donc d'affaiblir ceux qui existent encore, ²⁴ les rapports faisant état de viols massifs et d'autres cas de violence et d'abus des populations locales ont créé une incertitude quant à la capacité du FARDC et de la MONUSCO à protéger les civils.²⁵

Les efforts visant à neutraliser les groupes armés clandestins et à les intégrer dans les FARDC ont suscité des réactions mitigées, surtout à cause du fait que certains groupes semblent avoir bénéficié du processus un peu plus que d'autres. Il faut noter ici l'intégration du Congrès National pour la Défense du Peuple (CNDP), qui est suspecté d'avoir été soutenu par le Rwanda et dont le leader, Laurent Nkunda, arrêté en 2009, n'a toujours pas été extradé en RDC par le Rwanda.²⁶ Cette intégration du CNDP a été davantage exacerbée par le fait que ses officiers aient été placés à des postes clés dans le Kivu.²⁷ Les populations locales qui ont été les plus touchées par les attaques du CNDP sont maintenant contraintes de se faire à la réalité de la nomination de certains de ces individus à des postes clés des FARDC, ironiquement pour assurer la protection de ces mêmes populations. Cela a créé l'impression que la justice a été sacrifiée dans l'intérêt de la paix.²⁸ Malgré les compromis politiques concédés à certains anciens membres des groupes armés clandestins qui s'étaient rendus, les populations à l'Est du pays continuent de souffrir du fait de l'insécurité persistante et des attaques violentes. En l'absence de retombées substantielles en matière de paix, les résidents de ces régions non sécurisées ne comprennent pas pleinement les raisons de l'intégration de ceux qui sont en fait des anciens ennemis de la paix.²⁹

Pour compliquer davantage les dynamiques sécuritaires, à l'approche de la date du scrutin, il y avait de plus en plus d'incidents violents liés aux élections. Un rapport du Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme (UNJHRO) soulignait qu'entre le 1er novembre 2010 et le 30 septembre 2011, 188 cas de violations de droits de l'Homme avaient été enregistrés en rapport avec le processus électoral, avec des partis politiques coupables de ne pas savoir retenir leurs

partisans pendant les manifestations publiques.³⁰ Les forces de police également ont été critiquées pour leur soi-disant usage excessif de la force pour contrôler les manifestations. Bien qu'ayant dénoncé l'usage excessif de la force par la police nationale contre les manifestants, les organisations internationales ont demandé à la RDC de déployer des forces de l'ordre bien équipées et formées pour assurer la sécurité pendant les élections.³¹ Cet appel au déploiement des forces de l'ordre à environ un mois des élections semblait quelque peu irréaliste, lorsqu'on tient compte du comportement de la police jusque là dans le processus électoral. La formation plus tangible de la police nationale par la MONUSCO bien qu'étant louable,

Cela a créé l'impression que la justice a été sacrifiée dans l'intérêt de la paix

n'était pas à la mesure des capacités de sécurité requises pour garantir la sécurité pendant la période électorale. Les inquiétudes sécuritaires particulières de l'Est étaient davantage exacerbées par des actes d'intimidation provenant de groupes armés tels que les FDLR, qui avaient apparemment déclaré son intention de déstabiliser le processus électoral à Bukumbira et Pitakongo, au Nord Kivu.³² La nature composite des FARDC n'a fait qu'accentuer davantage ce casse-tête sécuritaire, car celle-ci est restée en travers de la gorge de certains civils. Le niveau de participation des électeurs a également été affecté par inadvertance aussi bien par les perceptions d'insécurité que par la véritable situation d'insécurité, avec des conséquences directes sur les élections. Un autre important indicateur de sécurité serait la stricte adhésion au code de conduite électoral, surtout en ce qui concerne la capacité à empêcher les partisans à s'adonner à des manifestations potentiellement violentes.

Les dynamiques socio-économiques

Avec près de 71 pourcent de la population³³ vivant en-dessous du seuil de pauvreté national, les défis socio-économiques préexistants étaient prédominants. La destruction causée par la récente guerre, l'insécurité, une infrastructure inadéquate, l'absence de services sociaux de base, et l'immense économie informelle non-réglée ont freiné le développement et exacerbé la pauvreté dans le pays. L'exploitation des riches réserves de diamant, de cuivre, de cobalt, d'or, de coltan, d'étain et de zinc n'a pas été adéquatement réglementée pour permettre à l'économie nationale d'en bénéficier et assez pour

se traduire en une amélioration des conditions socio-économiques des citoyens. L'écart entre l'abondance de ressources et une population pauvre a été attribué à différents facteurs tels que la corruption, l'exploitation illégale, la contrebande et la non-réglementation du secteur minier.³⁴ De septembre 2010 à mars 2011, le gouvernement de la RDC a imposé une interdiction sur l'exploitation minière pendant cinq mois, pour juguler le financement des groupes armés. Cette décision a été perçue par certains comme une punition injuste des populations locales car affectant leurs moyens de subsistance du fait de leur dépendance vis-à-vis des activités minières informelles, et forçant ainsi certaines d'entre elles à

L'écart entre l'abondance de ressources et une population pauvre a été attribué à différents facteurs

migrer vers les villes voisines pour survivre.³⁵ Cette interdiction ne s'avéra pas aussi efficace que cela au vu de la continuation de l'exploitation illégale des ressources minières par des criminels au sein de l'armée et des groupes armés, et elle a en fait pu avoir un impact négatif sur la perception de Kabila et de son gouvernement par les populations locales. Au début de son premier mandat, Kabila inspirait l'espoir parmi les congolais, avec son plan stratégique de développement baptisé '*les cinq chantiers*'.³⁶ Les cinq principaux projets de développement étaient l'infrastructure, la santé et l'éducation, l'eau et l'électricité, le logement et l'emploi. On pourrait dire que le niveau négligeable des gains tirés de cette stratégie aurait contribué au soi-disant déclin de la popularité de Kabila. La majorité de la population luttant quotidiennement pour survivre, l'agitation pour un changement qui transformerait positivement leurs situations socio-économiques se fait de plus en plus grandissante.³⁷ Un électorat qui a faim a tendance à voter avec son estomac; en d'autres termes, il serait plus enclin à être manipulé par des politiciens les plus convaincants dans leurs promesses d'un futur où toutes leurs demandes seraient satisfaites. Dans son effort de survie, nul ne peut reprocher à la population de succomber à ces promesses – qui s'évanouissent très souvent avec les urnes. De même, la tendance qui consiste à associer les situations socio-économiques difficiles au gouvernement au pouvoir laisse penser que n'importe quel leader alternatif ferait mieux ; ce qui

voudrait dire qu'essentiellement le changement consiste à se débarrasser du pouvoir en place. Cela peut être vrai dans une certaine mesure. Cependant, le contexte du malaise socio-économique et historique de la RDC, associé aux faibles structures de gouvernance, font du pays un véritable défi en termes de transformation pour n'importe quel gouvernement entrant, quel que soit son niveau de compétence.

LES ELECTIONS

En commençant par les scrutins présidentiel et de l'Assemblée Nationale du 28 novembre 2011, le calendrier des élections de la RDC prévoit des élections pour les assemblées provinciales le 25 mars 2012, le Sénat le 4 juillet et les gouverneurs/gouverneurs adjoints le 21 juillet.³⁸

Les élections présidentielles et celles de l'Assemblée Nationale ont eu lieu simultanément et ont été planifiées avec de nombreuses difficultés. Initialement prévu pour un seul jour, le vote a dû être prolongé jusqu'à un deuxième jour pour compenser les difficultés logistiques telles que les retards, l'insuffisance ou carrément l'absence du matériel électoral. Le jour des élections ne s'est pas passé non plus sans incidents. En guise d'exemples, il y a eu des bureaux de vote incendiés par les électeurs à Kananga, et la destruction du matériel électoral à Lubumbashi sur des suspicions de fraude; des hommes armés qui ont tiré sur un bureau de vote à Lubumbashi, tuant trois personnes ; et d'autres hommes armés avaient pillé du matériel électoral qui en voie de livraison.³⁹ Les observateurs ont également souligné d'autres irrégularités telles que l'intimidation des électeurs par les forces de sécurité, le bourrage des urnes, des bulletins de vote non livrés et des électeurs se voyant refusés l'accès aux bureaux de vote. A l'approche des élections, le dépouillage de l'élection présidentielle commença au beau milieu d'une controverse grandissante sur l'accès limité aux centres de compilation. Cela mena à son tour à des suspicions croissantes de fraude électorale. En dehors du soi-disant manque de transparence dans le processus de dépouillage, des inquiétudes émergèrent suite à la décision de la CENI de disqualifier des bulletins de vote issus de certains bureaux et d'annoncer les résultats totaux – au lieu de procéder à l'annonce des résultats par bureau de vote pour permettre une vérification indépendante – sans compter les renvois répétitifs de cette annonce. L'annonce de la victoire de Kabila par la CENI fut accueillie par des manifestations publiques dans des régions telles que Kinshasa, où quatre personnes furent tuées avant que les manifestants ne soient dispersés.⁴⁰ Et bien avant l'annonce des résultats, certains candidats en avaient déjà appelé à l'annulation du vote citant une fraude massive et des irrégularités graves qui auraient entravé l'intégrité du scrutin.⁴¹

Résultats de l'élection présidentielle

Les résultats de l'élection présidentielle sont indiqués dans le tableau ci-dessous:

	Candidat	Voix obtenues	Pourcentage
1.	Kabila Kabange Joseph	8 880 944	48,95
2.	Tshisekedi wa Mulumba Etienne	5 864 775	32,33
3.	Kamerhe Lwa-Kanyiginyi Vital	1 403 372	7,74
4.	Kengo wa Dondo Leon	898 362	4,95
5.	Mbusa Nyamwisi Antipas	311 787	1,72
6.	Mobutu Nzanga Ngbangawe Francois	285 273	1,57
7.	Andeka Djamba Jean	128 820	0,71
8.	Bombole Intole Adam	126 623	0,70
9.	Kakese Malela François-Nicéphore	92 737	0,51
10.	Mukendi Kamama Josue Alex	78 151	0,43
11.	Kashala Lukumuena Oscar	72 260	0,40
Total		18 143 104	100,00

Source: CENI (Commission Electorale Nationale Indépendante), Résultats des élections présidentielles, <http://www.ceni.gouv.cd/resultats.aspx> (accédé le 25 janvier 2012).

Rejet des résultats du scrutin présidentiel

A l'approche des élections, une importante crainte planait déjà sur le potentiel rejet des résultats et les implications qu'il aurait sur la paix et la sécurité en RDC pendant la période postélectorale. Cette crainte avait été provoquée par des déclarations de victoire imminente et indiscutable d'au moins deux des principaux candidats à l'élection présidentielle. Lors d'une conférence de presse tenue le 18 Octobre 2011, Kabila se déclara confiant d'être le futur vainqueur de l'élection présidentielle ; et bien qu'il ait déclaré qu'il se retirerait en cas de défaite, il ne manqua pas de réitérer qu'il ne perdrait pas cette élection présidentielle. Lors d'une émission en direct, le 6 novembre 2011, un des principaux rivaux de Kabila, Tshisekedi, s'autoproclama déjà président de la RDC et lança un ultimatum au gouvernement, lui demandant de libérer ses partisans emprisonnés, sinon lui et ses partisans les feraient libérer de force.⁴² Il y avait des craintes que ces prédictions répétées de victoires prématurées finissent par polariser ou radicaliser l'électorat. Suite à ces inquiétudes, des acteurs extérieurs en appelèrent aux candidats présidentiels à modérer leurs déclarations et de laisser le processus électoral suivre son cours. Lors d'une visite en RDC, le président de l'Union Africaine, Jean Ping, insista sur le fait

que les candidats doivent être prêts à accepter les résultats car il n'y aurait qu'un seul gagnant et par conséquent un seul président. Les candidats furent également invités à orienter toute contestation d'une issue défavorable vers le système juridique, en adressant par exemple une pétition à la cour suprême. Cependant, l'indépendance de la cour suprême elle-même avait été remise en question : et pour cause, la nomination par Kabila de 18 nouveaux juges le 28 Octobre 2011, portant le total à 27. Ces nominations sont malheureusement intervenues à un moment inopportun et donnèrent donc l'impression qu'il s'agissait en réalité d'une démarche stratégique visant à favoriser le président sortant et ses partisans en cas de contestation.

Après l'annonce officielle du gagnant, les candidats de l'opposition rejetèrent les résultats. Conformément aux procédures à suivre en cas de contestation d'élections, Kamerhe introduit une demande auprès de la cour suprême, mais celle-ci fut rejetée. Tshisekedi rejeta également les résultats et s'autoproclama président, avant de tenir une cérémonie de prestation de serment à son domicile de Kinshasa. Sa menace verbale d'accéder au palais présidentiel pour assumer ses fonctions le vit placé en maison d'arrêt non officielle par la police et provoqua la dispersion de ses partisans. La conviction inébranlable de Tshisekedi qu'il avait gagné les élections était à la base de ses actes et de ceux de ses partisans. En dépit de tous ces rejets, les violences postélectorales tant redoutées n'eurent pas lieu, et ce en partie grâce au matage des manifestations par les forces de l'ordre et aussi grâce à la réticence de l'opposition à s'engager de cette manière.

Résultats du scrutin législatif

Les résultats ont pris plus de deux mois à être annoncés à cause de ce que la CENI a appelé un effort visant à assurer la transparence dans la compilation et la vérification des résultats des élections de l'Assemblée Nationale. Cette décision a fait suite à des protestations sur des irrégularités dans la compilation et la vérification des résultats des élections présidentielles, poussant ainsi la CENI à suspendre le dépouillage du vote de l'Assemblée Nationale le 21 décembre 2012 et permettre aux experts électoraux internationaux de prendre part au processus. Cependant, ledit processus a repris son cours le 28 décembre 2012, bien avant que les soi-disant experts soient arrivés dans le pays, ce qui souleva davantage de doutes quant à l'engagement de la CENI à assurer la transparence et la crédibilité. L'annonce des résultats des élections de l'Assemblée Nationale le 1er février 2012, confirma le parti de Kabila, le PPRD, en tête avec 62 sièges, contre 111 qu'il occupait dans la précédente Assemblée Nationale. L'UDPS de Tshisekedi suivait avec 41 sièges, mais seulement 38 membres ont pris leurs sièges à l'Assemblée Nationale tandis que les trois autres continuèrent à répondre à l'appel au boycott de

Tshisekedi en signe de contestation de la victoire de Kabila aux présidentielles. Grâce à l'appui de la coalition des partis, Kabila obtint la majorité au sein de l'Assemblée Nationale. En plus de cela, 17 des 500 sièges sont restés vacants, car les élections de ces sièges avaient été annulées par la CENI sur la base d'allégations de violence et de fraude, alors que la cour suprême reçut 502 appels à l'encontre des résultats des élections de l'Assemblée Nationale.⁴³ La répartition des sièges dans le parlement actuel voit le PPRD et ses alliés avec une majorité absolue de 260 sièges, tandis que l'opposition occupe 110 sièges et le reste des sièges sont occupés par des petits partis qui n'ont d'alliances ni avec le PPRD, ni avec l'opposition.⁴⁴

Grandes lignes des rapports des observateurs

Les rapports des observateurs divergeaient sur certains points, mais tous reconnaissaient les défis logistiques et l'incidence de la violence. La partie qui suit présente un échantillon de certains rapports sélectionnés. Au niveau national, la Conférence épiscopale nationale du Congo, qui avait une équipe d'environ 30 000 observateurs locaux, était l'un des critiques les plus virulents de la crédibilité des élections et elle appela la CENI à, soit rectifier les erreurs graves notées dans le dépouillement des votes du scrutin de novembre ou à démissionner.⁴⁵ Au niveau de la région, dans une déclaration commune, les missions d'observation de l'Union Africaine en République Démocratique du Congo, la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC), la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL), la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), et le Marché Commun de l'Afrique de l'Est et Australe (COMESA) déclarèrent les élections réussies, tout en reconnaissant les nombreux problèmes techniques et logistiques, et les regrettables cas de violence électorale.⁴⁶ Au niveau de la communauté internationale, le Centre Carter publia une déclaration dénonçant le manque de crédibilité des résultats de l'élection présidentielle, citant comme argument la qualité variable et l'intégrité du processus de tabulation des votes.⁴⁷ De même, l'Union Européenne déplora le manque de transparence et les irrégularités dans la collecte, la compilation et l'annonce des résultats.⁴⁸ Cette insatisfaction à l'égard du processus électoral peut avoir contribué à l'absence marquée d'autres chefs d'Etat lors de l'inauguration de Kabila, qui n'a vu la présence que du président du Zimbabwe, Robert Mugabe. Suite aux critiques des observateurs sur les résultats du scrutin présidentiel, la CENI concéda d'accepter l'assistance technique tardive d'experts externes au niveau du dépouillement du vote de l'Assemblée Nationale. Un rapport ultérieur publié par le BCNUDH faisait état de

graves violations des droits de l'homme par les membres des forces de défense et de sécurité à Kinshasa dans la période du 26 novembre au 25 décembre 2011, avec 33 personnes tuées, 83 blessées et 265 autres arrêtées.⁴⁹

AU-DELA DES ELECTIONS DE 2011

Les élections de 2011, caractérisées par des troubles divers, n'ont pas bénéficié d'un engagement externe opportun et suffisant. Le gouvernement de la RDC s'était déclaré en mesure de tenir une élection d'aussi grande envergure avec un appui très limité, ce qui peut avoir lié les mains des acteurs externes, qui pour la plupart, se tinrent à l'écart, anticipant le chaos ou se désengageant complètement à différents niveaux. Lorsque l'aide arriva enfin, c'était pour ainsi dire, le médecin après la mort. En effet, la responsabilité de ces élections revenait directement au gouvernement de la RDC, mais, au vu du contexte dans lequel elle a eu lieu, cette élection aurait été difficile à mener à bien pour n'importe quel autre gouvernement dans des conditions de limitation aussi graves. Il est possible que la réticence du gouvernement et la fatigue des acteurs externes envers cette cause apparemment perdue aient fusionné pour créer une image d'apathie envers ce processus électoral défiant. Cette élection aurait énormément bénéficié d'un engagement plus solide des acteurs régionaux et internationaux pendant la période pré-électorale. Sur le plan de l'éducation civique et des électeurs par exemple, la CENI était sensée coordonner des activités d'éducation civique, mais pour des raisons de contraintes budgétaires elle ne put finaliser ce processus de manière satisfaisante ; et d'un autre côté, la société civile ne pouvait pas non plus participer de manière effective, à cause de moyens financiers limités.⁵⁰ Le nombre de candidats à l'Assemblée Nationale ayant doublé depuis 2006, certains candidats qui prenaient part à cette élection pour la première fois eurent le sentiment qu'en plus des contraintes financières, les opportunités de formation nécessaires à la préparation aux élections et le leadership étaient très limitées...⁵¹

Les processus électoraux auraient bénéficié d'un meilleur appui, d'une meilleure coordination plus opportune. L'appui extérieur était essentiellement au niveau de l'observation des élections, qui s'est avérée utile pour déterminer le niveau de transparence et de crédibilité du processus, du moins dans les bureaux de vote qui étaient accessibles. La RDC est membre d'une variété de blocs régionaux, à savoir la CEEAC, la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs, la CIRGL, la SADC et le COMESA. Sur invitation du gouvernement de la RDC, certaines de ces communautés, telles que la CIRGL et la SADC, ont prit part aux élections en envoyant des observateurs. Il y eut également des efforts louables de la part de groupes internationaux⁵² qui envoyèrent

des observateurs à long terme en plus des équipes d'observations à court terme.

La situation immédiate de la période postélectorale a vu des changements dans la dynamique politique et sécuritaire en RDC. Malgré les inquiétudes relatives à la crédibilité du vote, les manifestations publiques finirent par s'évanouir à mesure que les citoyens reprenaient le cours de leur existence quotidienne. Au lendemain du scrutin, une vague de manifestations contre ces élections entachées d'irrégularités émergea hors de la RDC ; la diaspora congolaise à l'étranger descendit en effet dans les rues pour exprimer son mécontentement. En RDC, la police bloqua une marche organisée par l'Église catholique pour protester contre les résultats du scrutin le 16 février, date qui coïncidait avec le 20^{ème} anniversaire de la répression d'une marche chrétienne pro-démocratique par Mobutu.⁵³ En gros, une fois les protestations calmées, Kabila continua de consolider son pouvoir, car certains opposants passèrent de la contestation des résultats des élections à une focalisation vers la formation du nouveau gouvernement. L'appel de Tshisekedi à l'opposition demandant le boycott de l'Assemblée Nationale fut initialement pris en compte par la plupart des membres de l'UDPS élus; toutefois, 38 d'entre eux choisirent finalement de siéger à l'Assemblée. Cette décision affaiblit considérablement les perceptions autour du pouvoir de Tshisekedi à galvaniser l'opposition. Kabila nomma l'ancien ministre de la défense Charles Mwando Nsimba comme «informateur» chargé de mener des consultations avec les partis politiques pour évaluer ceux qui sont sympathisants de la coalition de la majorité parlementaire en ce qui concerne la formation du gouvernement.⁵⁴ Pendant les consultations, certains membres de l'opposition évoquèrent le besoin d'un dialogue pour résoudre ce qu'ils définissaient comme une crise politique émergeant d'élections controversées. Cependant, le fait qu'ils aient accepté de prendre leurs sièges à l'Assemblée Nationale pourrait être interprété comme une forme d'acceptation de la présidence de Kabila, affaiblissant ainsi l'argument selon lequel il y aurait une crise politique. Le 18 avril, Kabila nomma l'ancien ministre des finances Augustin Matata Ponyo au poste de premier ministre.

La sécurité fut renforcée dans les grandes villes depuis les élections, facteur qui a contribué à la diffusion rapide de toute manifestation. Cependant, l'insécurité dans l'Est de la RDC résultant d'actes posés par des acteurs armés étatiques et non étatiques, provoquèrent des déplacements des populations et le départ du personnel d'aide humanitaire.⁵⁵ Cette insécurité était attribuée à de récents actes de désertion et aux repréailles militaires qui s'en sont suivies, à cause de ce qui avait été décrit comme des structures de commandement parallèles fidèles aux anciens dirigeants du CNDP (voir ci-dessus). En réponse à cela, Kabila décida de suspendre l'opération militaire «Amani Leo» contre les FDLR, ordonna l'arrestation de

tous les officiers impliqués dans la mutinerie et déclara qu'il arrêterait également l'un des généraux impliqués, Bosco Ntaganda.⁵⁶ Ntaganda se trouvait sous la protection de la RDC contre un mandat d'arrêt international émit par la Cour Pénale Internationale (CPI) en 2006 après que Kabila ait insisté que sa coopération était essentielle à la réussite de l'intégration des troupes du CNDP dans l'armée. Depuis l'intégration, Ntaganda était accusé d'avoir dirigé une chaîne de commandement parallèle, et les récentes désertions en apportaient la preuve. L'intention de Kabila d'arrêter Ntaganda n'impliquait pas de l'extrader à la CPI où il devait répondre à des accusations de crimes de guerre qu'il aurait commis à Ituri en 2002-2003, mais Kabila insista

Ntaganda était accusé d'avoir dirigé une chaîne de commandement parallèle

sur le fait que la RDC le jugerait localement pour son rôle dans la perpétuation de l'insécurité à l'Est. Depuis lors, une autre mutinerie dénommée M23 s'est rajoutée à la situation d'insécurité déjà complexe dans les deux Kivu. Le groupe dirigé par le colonel Sultani Makenga, un rival présumé de Ntaganda, se bat pour protester contre la mauvaise application de l'accord du 23 mars 2009, qui a vu l'intégration du CNDP dans les FARDC. Ces poches de violence ont causé des brèches de sécurité qui ont permis à d'autres groupes rebelles tels que les FDLR, les Mai Mai Cheka et Raia Mutomboki d'avancer leurs intérêts dans les deux Kivus.⁵⁷ A l'avenir, les efforts du gouvernement visant à neutraliser les forces négatives bénéficieraient d'une réforme compréhensive du secteur de la sécurité pendant le processus d'intégration.

Au-delà des élections, le nouveau gouvernement de la RDC fera face à des problèmes de gouvernance encore plus importants, au vu des controverses qui ont caractérisé le processus électoral et son issu. Le principal défi du nouveau leadership consistera à faire face aux problèmes actuels du pays, parmi lesquels la réconciliation, la sécurité et la situation socio-économique.

La réconciliation

La réconciliation aux niveaux politique et social sera cruciale au gouvernement afin de regagner la confiance de la population et obtenir l'appui du public, nécessaires à l'édification de la nation. Le pays, qui était déjà divisé sur les plans politique et social s'est vu davantage polarisé pendant le scrutin à cause de la radicalisation politique et ethnique. Il y a eu des cas où des leaders politiques tenaient des discours tribalistes afin d'obtenir du support

pour ou contre des candidats spécifiques. Certains par exemple, déclaraient que ceux qui ne votaient pas pour le candidat favori de leur ethnie devraient être éliminés, tandis que d'autres semaient la confusion sur les origines ethniques de certains candidats en affirmant qu'ils n'étaient pas de véritables congolais.⁵⁸ La politisation de l'ethnicité n'est pas unique à cette élection et a été précédemment identifiée comme une des dimensions de conflits antérieurs en RDC. Comme nous l'avons souligné, il y avait à l'Est du pays, des sentiments négatifs à l'encontre et de la part des personnes soupçonnées d'être originaires du Rwanda. Ces tensions historiques, qui sont étroitement liées à la survie économique, se sont envenimées au fil

L'absence de retombées tangibles issues de la paix après la guerre est susceptible de créer des scénarios imprévisibles

des décennies et ont été aggravées par les événements politiques et l'insécurité causés par les groupes armés clandestins étrangers. Le sentiment que la justice a été sacrifiée dans l'intérêt de la paix sera un obstacle à la réconciliation surtout dans l'Est, où il existe encore des sentiments antagonistes envers le processus d'intégration dans l'armée, surtout en ce qui concerne les conditions de nomination de hauts fonctionnaires (voir ci-dessus). Dans le reste de la RDC, l'origine ethnique a été clairement politisée pendant la période électorale. Bien qu'il ait servi l'objectif à court terme pour obtenir le soutien de groupes ethniques particuliers, cette polarisation a des effets conséquents à long terme sur l'édification d'une nation productive.

La sécurité

Les menaces sécuritaires postélectorales existantes renvoient à une situation sécuritaire de plus en plus complexe qui constituera un défi immédiat pour le nouveau gouvernement. Sur le plan national, l'absence de retombées tangibles issues de la paix après la guerre, ajoutée à l'issue défavorable des élections, est susceptible de créer des scénarios imprévisibles, si l'insatisfaction croissante de l'électorat n'est pas traitée. Au vu du manque de capacités du secteur de la sécurité nationale, ces réclamations sont susceptibles de constituer une menace sérieuse pour la sécurité en cas d'éruptions simultanées de troubles à travers le pays.⁵⁹ Après les élections, les services de sécurité avaient réussi à contenir l'agitation

liée aux élections dans les grandes villes. Si ces agitations devaient se renouveler de manière soutenue et généralisée, la capacité de ces forces serait remise en cause. Au niveau régional, les dynamiques entre la RDC et ses voisins ont évolué au fil du temps et en raison de leur interdépendance, les pays de la région sont susceptibles de ressentir le poids de toute situation sécuritaire négative. Les conflits transfrontaliers sur les ressources naturelles tels que le conflit actuel entre la RDC et l'Angola sur la possession légitime d'un gisement pétrolier maritime sur leur frontière commune, peuvent présenter une nouvelle frontière pour l'insécurité régionale. Dans le cas de l'Ouganda, du Rwanda et du Burundi, qui sont confrontés à des menaces de sécurité émanant de la RDC sous la forme de groupes armés clandestins, les résultats des élections auront des répercussions sur eux dans la mesure où ils affecteront leur constante quête pour l'élimination de ces menaces sécuritaires. Les efforts de collaboration visant à affaiblir ces groupes armés ont eu un certain niveau de succès dans le passé ; par conséquent, une nouvelle crise sécuritaire en RDC viendrait éroder ces acquis et fournirait un terrain fertile à de nouveaux acteurs, causant ainsi de l'insécurité aussi bien au niveau national que régional.

D'autres importants développements indiquent une résurgence du problème sécuritaire entre la RDC et le Rwanda, avec des potentielles répercussions à travers la région. La résurgence de la violence entre les partisans de Ntaganda et les mutins du M23 ont provoqué une croissance des tensions entre les deux pays. Pendant la précédente guerre, il y avait des allégations selon lesquelles l'ancien CNDP était soutenu par le Rwanda, de même qu'il y avait des contre-allégations affirmant que le FDLR était soutenu par Kinshasa. La CNDP et les FDLR étaient perçus comme étant des mandataires soupçonnés d'être appuyés par les deux gouvernements rivaux pour poser des contre-menaces. La guerre prit fin et le 23 mars 2009 un accord fut conclu entre le gouvernement congolais et la CNDP, cette dernière fut ensuite intégrée au sein de l'armée. Comme mentionné plus haut, ce processus d'intégration n'avait pas été bien accueilli par ceux qui avaient le sentiment que les membres de l'ex-CNDP avaient reçu des postes de choix par favoritisme et avaient par conséquent créé leur propre chaîne de commande parallèle au sein de la FARDC. Suite à sa réélection, la suspension d'Amani Leo – l'opération de l'armée dans l'Est du pays ciblant les FDLR – affecta les anciens membres du CNDP qui occupaient des postes clés dans l'opération et posaient une sérieuse menace à la soi-disant chaîne de commande parallèle. L'ordre d'arrêt de Kabila à l'endroit de Ntaganda causa une série d'événements parmi lesquels la disparition de Ntaganda, les désertions, la mutinerie de ses partisans et la mutinerie du M23. En faisant référence à un rapport confidentiel de l'ONU, les médias ont associé le Rwanda à la mutinerie du M23 à l'Est, sur la base du fait que 11 des déserteurs de

la mutinerie du M23 étaient des rwandais qui avaient été recrutés en février 2012 au Rwanda pour y rejoindre les rangs de l'armée; ils auraient été ensuite déployés pour rejoindre les rangs du M23 en RDC.⁶⁰ Pendant que ces allégations sont investiguées, la simple existence de ces suspicions en elle-même affectera les rapports entre les deux pays, avec un potentiel impact négatif sur la sécurité et la situation humanitaire. L'insécurité croissante à l'Est de la RDC est rendue encore plus complexe par la difficulté à distinguer l'armée des mutins (car ils portent les mêmes uniformes),⁶¹ le risque de marginalisation de certaines communautés à cause de leurs origines ou liens ethniques avec le Rwanda,⁶² et la résurgence de la violence de la part d'autres groupes rebelles cherchant à combler les défaillances sécuritaires perçues.⁶³

La situation socioéconomique

Les difficultés socio-économiques qui existent actuellement en RDC vont certainement persister avec des taux de chômage élevés, une faible rémunération et des conditions économiques non-favorables à l'entrepreneuriat. La croissance notable du nombre de candidats aux élections de l'Assemblée Nationale de 2011 n'était pas sans rapport avec le fait que les législateurs reçoivent une rémunération très généreuse comparée à la situation de l'emploi et aux réalités économiques du reste des congolais.⁶⁴ La pauvreté et le manque de sources de subsistance sont des raisons qui ont souvent été évoquées pour justifier le besoin d'un changement de leadership en RDC, par conséquent toute initiative visant à regagner la confiance du public doit nécessairement inclure une amélioration des conditions socio-économiques. La pauvreté ou même la perception de pauvreté fait entrave à la croissance démocratique, à cause du dés-affranchissement socio-économique et politique des citoyens.

Il serait également utile de revisiter la décentralisation et la réglementation du secteur minier. La décentralisation a été jusque-là perçue comme étant insoutenable, bien que la politique de centralisation actuelle ait démontré son inefficacité. Un certain niveau de décentralisation permettrait certainement une meilleure redistribution des ressources à travers les différentes provinces, offrant ainsi l'opportunité d'une croissance économique plus uniforme à travers le pays, à travers la création d'emplois dans une économie décentralisée. L'autre atout du gouvernement est le secteur minier. L'exploitation illégale des ressources minières ne profite qu'à un nombre de personnes restreint à court terme, mais cause la dépréciation socio-économique à long terme. Au vu du lien qui existe entre l'exploitation clandestine des ressources minières et le financement des conflits, les nouvelles directives et législations internationales exigent que les compagnies qui exploitent les ressources minières en RDC et dans la région mettent en place des mécanismes

de localisation des chaînes d'approvisionnement pour s'assurer que les minéraux proviennent bien de zones non-confliktuelles. Bien que la plupart de ces cadres ne soient pas obligatoires, ils ont un potentiel impact négatif sur la demande de minéraux en RDC et dans la région, et l'introduction potentielle de nouveaux acteurs, facteurs d'insécurité, qui opèrent en dehors de ces cadres. Pendant que le gouvernement congolais et le secteur minier cherchent à adhérer aux nouvelles exigences, le contexte d'un large secteur minier informel entravera les avantages de cette adhérence et aura un impact nocif sur la survie des populations à court terme. Cet impact ne peut être mitigé à moyen et long terme qu'en développant des stratégies de transformation du secteur minier en RDC. Pour que le gouvernement soit perçu comme agissant dans l'intérêt du public, il doit réfléchir à comment maximiser les revenus des ressources nationales pour l'ensemble de la nation. La réglementation de cette industrie et le traitement des questions liées à l'exploitation minière artisanale et la valeur ajoutée contribuera à la création d'emplois et l'augmentation des revenus de l'état pour le plus grand bénéfice de l'ensemble de la population.

CONCLUSION

Bien que des élections locales soient prévues pour janvier 2013, le scrutin présidentiel et celui de l'Assemblée Nationale ont déjà défini la distribution du pouvoir au sein du nouveau gouvernement. Certes, Kabila détient la majorité parlementaire, mais il devra toujours faire face au doute semé par cette élection controversée, une opposition réticente et les partisans de cette dernière. La contribution de ces premiers scrutins à la démocratie, la bonne gouvernance, la subsistance et la sécurité des citoyens est débitable. Ceci dit, le processus électoral est en cours et malgré ses défaillances, il est crucial que toutes les parties prenantes internes et externes, continuent de contribuer à la mitigation des problèmes auxquels le pays fait face. Les défis qui existaient avant les élections continueront bien après celle-ci.

Une des tâches urgentes du gouvernement consistera à sécuriser l'Est du pays actuellement ravagé par les conflits. Un récent rapport publié par des organisations internationales et congolaises, cite le manque de volonté politique du gouvernement de la RDC comme un des principaux obstacles à la réalisation de réformes adéquates dans le domaine de la sécurité.⁶⁵ Bien que cela puisse en effet constituer un des facteurs, la situation en RDC est complexe, avec des menaces de sécurité internes et externes persistantes, dans un pays en développement en phase de reconstruction post-conflit. Ceci dit, des mesures de redressement sont nécessaires à plusieurs niveaux, notamment en ce qui concerne la réduction du nombre d'acteurs à l'origine de l'insécurité, la rationalisation

de l'intégration au sein des FARDC afin de garantir une armée unie, réduire le flux de petits calibres et armes légères découlant des fréquentes désertions au sein de l'armée, et assurer la protection des civils. Les récentes mutineries de l'armée à l'Est du pays réaffirment le besoin urgent de réformes progressives en matière de sécurité. La réduction du nombre d'acteurs d'insécurité contribuera à son tour à l'élimination des menaces locales et étrangères à la sécurité des citoyens en RDC et dans la région, et à ce titre, nécessitera la collaboration des pays voisins. Les précédentes opérations conjointes des FARDC et la MONUSCO ont contribué à l'affaiblissement de certains de ces groupes armés clandestins et les leçons apprises peuvent servir à peaufiner ce type d'opérations afin d'en tirer un maximum d'efficacité. L'insécurité en RDC a des ramifications régionales, d'où la nécessité de voir les pays voisins concrètement engagés dans les efforts de collaboration pour la paix en RDC. L'adoption d'une perspective régionale sur les questions de sécurité sera davantage plus cruciale pour les initiatives d'intégration régionale actuelles. Egalement lié à la sécurité, la nécessité d'un certain niveau de collaboration politique sera instrumentale au développement progressif. La continuation du dialogue consultatif entre le gouvernement et l'opposition sera importante pour assurer la représentation des demandes de toutes les parties prenantes. Ce sera critique au renforcement des institutions étatiques clé par le gouvernement, afin d'accroître son efficacité en matière de promotion de la démocratie et la bonne gouvernance.

A moyen et à long terme, l'amélioration du futur socioéconomique des populations, la promotion de la réconciliation et la guérison nationale seront déterminantes à la paix et au développement durable. La RDC a vécu des périodes de conflits sans processus transitionnels de justice et de réconciliation significatifs pour faire face au traumatisme conséquent et à la décomposition des nombreuses communautés. Ces traumatismes non traités et l'absence de cohésion sociale affecteront de manière néfaste la capacité des citoyens à s'engager dans la reconstruction de la nation. Bien que cherchant à améliorer les revenus socioéconomiques, la question des mines doit elle aussi être traitée, surtout à cause de leur capacité à prolonger les conflits en les finançant. La réglementation du secteur des mines et la mise en œuvre de stratégies valorisantes permettront de créer des emplois et accroître les revenus de l'état tout en améliorant les perspectives socioéconomiques.

En dépit des défis présentés par les élections de 2011 en RDC, il y a beaucoup à faire pour retourner le destin de cette nation. Le nouveau gouvernement a du pain sur la planche, mais les vastes ressources naturelles à sa disposition peuvent être canalisées vers la transformation des dynamiques politiques, sécuritaires, économiques et sociales en RDC.

Cette publication a été réalisée grâce au financement du Ministère Fédéral des Affaires Etrangères Suisse. L'ISS reçoit également des financements généraux des gouvernements du Danemark, les Pays-Bas, la Norvège et la Suède.

NOTES

- 1 Emily Paddon and Guillaume Lacaille, *Stabilising the Congo, Forced Migration Policy Briefing no. 8*, Oxford: Refugee Studies Centre, University of Oxford, 2011, 19.
- 2 Ben Shepherd, *Elections in the Democratic Republic of the Congo: local matters*, Africa Programme Paper, London: Chatham House, November 2011.
- 3 ICG (International Crisis Group), *No stability in Kivu despite rapprochement with Rwanda*, Africa Report no. 165, 2010, <http://www.crisisgroup.org/en/regions/africa/central-africa/dr-congo/165-congo-pas-de-stabilite-au-kivu-malgre-le-rapprochement-avec-le-rwanda.aspx> (consulté le 18 Février 2012).
- 4 Jason Stearns, *DRC: the rais, the sphinx and the maverick*, *The Africa Report*, 8 November 2011, <http://www.theafricareport.com/index.php/news-analysis/drc-the-ra%C3%AFs-the-sphinx-and-the-maverick-50174612.html> (consulté le 8 Novembre 2011).
- 5 HRW (Human Rights Watch), *DR Congo: candidates should not incite violence*, 28 October 2011, <http://www.hrw.org/news/2011/10/28/dr-congo-candidates-should-not-incite-violence> (consulté le 2 Novembre 2011).
- 6 IRIN, *DRC: keeping track of mineral resources*, 13 décembre 2011, <http://www.irinnews.org/report.aspx?ReportId=94465> (consulté le 12 Janvier 2012).
- 7 LICOCO, *Je mange, tu manges, nous mangeons: principe mis à la lettre par le parlement de la RDC*, 2011, 3, <http://www.congoforum.be/fr/nieuwsdetail.asp?subitem=2&newsid=181522&Actualiteit=selected> (consulté le 20 Octobre 2011).
- 8 Les résultats des élections de 2006 (disponibles sur <http://www.eisa.org.za/WEP/drc2006results3.htm>, consulté le 7 Novembre 2011) indiquent que Kabila a obtenu 58.05 pourcent des votes contre 41.95 pourcent obtenus par Bemba.
- 9 Bemba n'est plus candidat à l'élection car il est en procès à la Court Pénale Internationale pour trois accusations de crime de guerre et deux accusations de crimes contre l'humanité en République Centrafricaine en 2002-2003.
- 10 Lors d'un entretien sur Radio Lisanga Télévision le 6 novembre 2011, Tshisekedi s'auto déclara président et appela ses partisans à libérer leurs camarades de force des prisons de Kinshasa, Mbuji-Mayi et Lubumbashi.
- 11 *IOL Online*, *Kabila decision incensed Congolese*, 22 Janvier 2009, <http://www.iol.co.za/news/africa/kabila-decision-incensed-congolese-1.432135> (consulté le 1 Novembre 2011).
- 12 Thierry Vircoulon and Marc-Andre Lagrange, *DR Congo's electoral law for 2011: choosing continuity*, ICG, 15 July 2011, <http://www.crisisgroup.org/en/regions/africa/>

- central-africa/dr-congo/drc-electoral-law-for-2011-choosing-continuity.aspx (consulté le 13 Octobre 2011).
- 13 CENI (Independent National Electoral Commission), Des partis politiques signent le code de bonne conduite, 9 Septembre 2011, http://www.cei-rdc.cd/news.aspx?id_news=6 (consulté le 10 Octobre 2011).
 - 14 IRIN, DRC poll campaigns under way amid fears of pre-rigging, violence, 3 Novembre 2011, <http://www.irinnews.org/report.aspx?ReportId=94137> (consulté le 9 novembre 2011).
 - 15 Carter Centre, First Carter Center pre-election statement on preparations in the Democratic Republic of Congo, 17 October 2011, <http://www.cartercenter.org/news/pr/drc-101711.html> (consulté le 29 Octobre 2011).
 - 16 Entretien de l'auteur avec un représentant de la société civile, Bukavu, Octobre 2011.
 - 17 Radio Okapi, RDC-élections: la Ceni et l'opposition d'accord pour l'audit du fichier électoral, 20 Septembre 2011, <http://radiookapi.net/actualite/2011/09/20/elections-la-ceni-et-l%E2%80%99opposition-d%E2%80%99accord-pour-l%E2%80%99audit-du-fichier-electoral/> (consulté le 13 Novembre 2011).
 - 18 Jonny Hogg, Congo election may be delayed on logistics setback, costs, Reuters Africa, 31 August 2011, <http://af.reuters.com/article/drcNews/idAFL5E7JV2Y220110831?sp=true> (consulté le 3 Octobre 2011).
 - 19 Ibid.
 - 20 Entretien de l'auteur avec des candidats à l'Assemblée Nationale, Bukavu et Kinshasa, Octobre 2011.
 - 21 UN News Centre, DR Congo: UN deplores poll-related violence ahead of general elections, 8 Novembre 2011, <http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=40339&Cr=&Cr1=> (consulté le 9 Novembre 2011).
 - 22 CENI (Independent National Electoral Commission), Ngoy Mulunda Nyanga rassure: pas de report ni découplage des élections, 21 Octobre 2011, http://www.cei-rdc.cd/news.aspx?id_news=12 (consulté le 2 Novembre 2011).
 - 23 CSONU (Conseil de sécurité de l'ONU), *Rapport intérimaire du groupe d'experts sur la RDC*, S/2011/345, New York: UN, 2011.
 - 24 IRIN, Sapping the strength of DRC militias, 1 Septembre 2011, <http://www.irinnews.org/report.aspx?ReportId=93634> (consulté le 2 Novembre 2011).
 - 25 Jonny Hogg, Congo's Kabila in battle for eastern strongholds, Reuters, 6 October 2011, <http://www.reuters.com/article/2011/10/06/us-congo-democratic-election-idUSTRE7951RF20111006> (consulté le 13 Octobre 2011).
 - 26 Thijs Bouwknegt, Rwanda to extradite warlord Nkunda to Congo? Radio Netherlands Worldwide, 1 November 2011, <http://www.rnw.nl/international-justice/article/rwanda-extradite-warlord-nkunda-congo> (consulté le 11 Novembre 2011).
 - 27 CSONU, *Rapport intérimaire du groupe d'experts sur la RDC*.
 - 28 Entretien de l'auteur avec un ancien membre du gouvernement, Goma, Octobre 2011.
 - 29 Entretien de l'auteur avec un fonctionnaire de la MONUSCO, Kinshasa, Octobre 2011.
 - 30 UNJHRO (UN Joint Human Rights Office), *Report on human rights and fundamental freedoms during the pre-electoral period in the DRC*, November 2011, http://www.ohchr.org/Documents/.../UNJHRO_HRElectionsReport_en.pdf (consulté le 13 Décembre 2011).
 - 31 ICG (International Crisis Group), DR Congo: as electoral campaign starts, Congolese and international NGOs call for urgent measures to prevent escalating violence, 28 October 2011, <http://www.crisisgroup.org/en/publication-type/media-releases/2011/africa/dr-congo-as-electoral-campaign-starts.aspx> (consulté le 2 Novembre 2011).
 - 32 UNJHRO, *Report on human rights and fundamental freedoms during the pre-electoral period in the DRC*.
 - 33 World Bank, Democratic Republic of Congo – data and statistics, <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/COUNTRIES/AFRICAEXT/CONGODEMOCRATICEXTN/0,,menuPK:349492~pagePK:141132~piPK:141109~theSitePK:349466,00.html> (consulté le 11 Novembre 2011).
 - 34 Mark Tran, Website shines light on Congo's corrupt mining sector, *The Guardian*, 2 November 2011, <http://www.guardian.co.uk/global-development/2011/nov/02/carter-centre-website-congo-mining> (consulté le 11 Novembre 2011).
 - 35 Entretiens de l'auteur avec des acteurs du secteur des mines, Bukavu, mars 2011.
 - 36 'Les cinq chantiers' renvoient aux cinq principaux projets de Kabila pour le développement socioéconomique en RDC; voir <http://www.cinqchantiers-rdc.com/home.php>.
 - 37 IRIN, DRC poll campaigns under way amid fears of pre-rigging, violence.
 - 38 Electoral calendar, http://www.ceni.gouv.cd/info.aspx?id_rubrique=3&id_page=3 (consulté le 26 Janvier 2012).
 - 39 *Business Day*, Reports of fraud and chaos mar DRC elections, 29 November 2011, <http://www.businessday.co.za/articles/Content.aspx?id=159909> (consulté le 5 Décembre 2011).
 - 40 Emmanuel Peuchot, EU slams 'deplorable' DRC election results, 14 December 2011, <http://mg.co.za/article/2011-12-14-eu-discounts-chaotic-drc-election-results/> (accédé le 12 Janvier 2012).
 - 41 BBC News Africa, DR Congo's Vital Kamerhe leads calls to annul vote, 29 November 2011, <http://www.bbc.co.uk/news/world-africa-15948152> (consulté le 5 Décembre 2011).
 - 42 Jonny Hogg, Tensions grow in Congo opposition heartlands, Reuters Africa, 13 November 2011, <http://af.reuters.com/article/worldNews/idAFTRE7AC0H020111113?sp=true> (consulté le 14 Novembre 2011).
 - 43 *Times Live*, 500 appeals over DRC polls, 14 Février 2012, <http://www.timeslive.co.za/africa/2012/02/14/500-appeals-over-drc-polls> (consulté le 19 Avril 2012).

- 44 *Mail & Guardian*, Kabila camp takes DRC parliamentary majority, <http://mg.co.za/article/2012-02-02-kabila-camp-takes-drc-parliamentary-majority> (accédé le 30 Mai 2012).
- 45 Radio Netherlands Worldwide, DR Congo church tells poll body to fix errors or resign, 12 Janvier 2012, <http://allafrica.com/stories/201201131150.html> (consulté le 15 Janvier 2012).
- 46 Déclaration commune de l'UA, la SADC, la CEEAC, la CIRGL, et la COMESA sur les élections générales en République démocratique du Congo, 30 Novembre 2011, <http://www.polity.org.za/article/joint-statement-by-the-au-sadc-eccas-icglr-and-comesa-on-the-general-elections-in-the-democratic-republic-of-congo-30112011-2011-11-30> (consulté le 26 Janvier 2012).
- 47 Carter Center, DRC presidential results lack credibility, 10 December 2011, <http://www.cartercenter.org/news/pr/drc-121011.html> (consulté le 12 Janvier 2012).
- 48 Peuchot, EU slams 'deplorable' DRC election results.
- 49 UNJHRO (UN Joint Human Rights Office), *Human rights report on DR Congo 26 Nov–25 Dec 2011*, Mars 2012, <http://monusco.unmissions.org/> (consulté le 16 Avril 2012).
- 50 Carter Center, First Carter Center pre-election statement on preparations in the Democratic Republic of Congo.
- 51 Entretien de l'auteur avec un candidat à l'Assemblée Nationale, Goma, Octobre 2011.
- 52 Il y a de nombreuses initiatives de la part d'acteurs internationaux tels que l'Union Européenne qui avait déployé 46 observateurs à long terme et 92 à court terme. Le Centre Carter en a déployé 20 à long terme et 40 à moyen et court terme ; il était également impliqué dans la formation de 300 observateurs à long terme et 6000 observateurs à court terme.
- 53 News24, DRC police teargas Christian protesters, 16 Février 2012, <http://www.news24.com/Africa/News/DRC-police-teargas-Christian-protesters-20120216> (accédé le 22 Février 2012).
- 54 Juakali Kambale, DRC: consultations on formation of new govt, *Africa Review*, 22 Mars 2012, <http://www.africareview.com/News/DRC+Consultations+over+new+premier/-/97918> 0/1371392/-/ogpwmnz/-/index.html (consulté le 13 Avril 2012).
- 55 MSF (Médecins Sans Frontières), Civilians and aid actors, victims of renewed fighting in Kivu, 11 Avril 2012, <http://www.doctorswithoutborders.org/press/release.cfm?id=5894&cat=press-release> (consulté le 16 Avril 2012).
- 56 Reuters, Kabila halts military operations in east Congo, 12 Avril 2012, <http://af.reuters.com/article/drcNews/idAFL6E8FC4G820120412?sp=true> (accédé le 19 Avril 2012).
- 57 UN, Press conference by special representative for the DRC, http://www.un.org/News/briefings/docs/2012/120522_Guest.doc.htm (consulté le 22 Mai 2012).
- 58 HRW, RDC: les candidats ne devraient pas inciter à la violence.
- 59 Entretien de l'auteur avec un fonctionnaire de la MONUSCO, Kinshasa, Octobre 2011.
- 60 BBC News Africa, Rwanda 'supporting DR Congo mutineers', 28 May 2012, <http://www.bbc.co.uk/news/world-africa-18231128> (consulté le 29 Mai 2012).
- 61 Ibid.
- 62 IRIN, DRC: North Kivu in turmoil again, 16 May 2012, <http://www.irinnews.org/Report/95465/DRC-North-Kivu-in-turmoil-again> (consulté le 21 Mai 2012).
- 63 ONU, conférence de presse tenue par le représentant spécial en RDC.
- 64 Entretien de l'auteur avec un candidat à l'Assemblée Nationale, Goma, Octobre 2011.
- 65 Eastern Congo Initiative, Taking a stand on security sector reform, n.d., <http://www.easterncongo.org/about/publications/security-sector-reform> (consulté le 18 Avril 2012).

This publication was made possible by funding provided by the Swiss Federal Department of Foreign Affairs. General ISS funding is also provided by the governments of Denmark, the Netherlands, Norway and Sweden.

ISS Pretoria Office

Block C, Brooklyn Court, 361 Veale Street
New Muckleneuk, Pretoria
South Africa
Tel: +27 12 346 9500
Fax: +27 12 460 0998
Email: pretoria@issafrica.org

ISS Addis Ababa Office

5th Floor, Get House Building
Africa Avenue, Addis Ababa
Ethiopia
Tel: +251 11 515 6320
Fax: +251 11 515 6449
Email: addisababa@issafrica.org

ISS Cape Town Office

2nd Floor, The Armoury
Buchanan Square
160 Sir Lowry Road, Woodstock
South Africa
Tel: +27 21 461 7211
Fax: +27 21 461 7213
Email: capetown@issafrica.org

ISS Dakar Office

4th Floor, Immeuble Atryum
Route de Ouakam, Dakar, Senegal
Tel: +221 33 860 3304/42
Fax: +221 33 860 3343
Email: dakar@issafrica.org

ISS Nairobi Office

Braeside Gardens, off Muthangari Road
Lavington, Nairobi, Kenya
Tel: +254 20 266 7208
+254 20 266 7198
Email: nairobi@issafrica.org